

Socialisme ou barbarie...

La bataille contre la « loi travail »...

...est un enjeu sociétal



CSR - 56

► L'attaque contre les travailleurs à travers la loi « El Khomri » est sans précédente... car **elle raye plus d'un siècle de conquête sociale !**

- Ainsi, la loi en prévision ferait notamment **disparaître les socles nationaux** (SMIC, conventions collectives...) garantissant des droits (salaires, horaires, conditions de travail...) au moins identiques à ces socles. C'est à dire qu'un accord d'entreprise pourra désormais imposer aux salariés des **conditions inférieures aux accords nationaux et de branche !**

► L'ébauche d'une telle loi anti-travailleurs par un gouvernement de « Gauche » peut surprendre... surtout qu'elle entraîne une crise dans les rangs politiques de la majorité, notamment de la part de certains élus inquiets de leur devenir électif.

- Toutefois, à bien y regarder, cette loi n'est pas aussi aberrante que ça, et s'inscrit pleinement dans une logique capitaliste à l'œuvre depuis des décennies, et par une communion d'idées de nos gouvernants acquis aux thèses libérales.

Une loi dans la continuité des précédentes :

► La **précarité** ne cesse de se développer, avec toujours de la part des gouvernants de beaux discours sur l'intégration de personnes en « difficulté » : jeunes, vieux, chômeurs de longue durée, habitants de quartiers populaires paupérisés (zones franches), jeunes diplômés (stages), handicapés... Le scénario est toujours le même : les patrons bénéficient d'allègements de cotisations, de primes diverses, que lui octroient les gouvernements successifs en diminuant ainsi le financement de la Sécurité Sociale, obtention intolérable de 1945 pour un patronat qui longtemps n'a pu mettre la main sur 40 % des salaires... Et l'emploi se précarise, au point que le CDI est devenu un contrat d'embauche minoritaire !

Dans ces conditions, quoi de plus logique que l'actuelle loi-Travail, qui veut en finir une fois pour toutes avec le contrat de travail, en isolant les travailleurs par entreprise ?

► Car le patronat, qui lui, n'a jamais renoncé à la lutte des classes, a clairement défini sa conception libérale de la société pompeusement appelée « **refondation sociale** » par le MEDEF au début des années 2000. En gros, l'économie supplante la politique, les chefs d'empires financiers et industriels se font appeler par les médias qu'ils dirigent et financent « les forces vives de la nation »... et l'entreprise est idéalisée comme la « cellule de base » d'un organisme social nouveau. Bien entendu, le monde est basé sur la compétitivité (on n'est plus sur les valeurs d'égalité et de fraternité)... et la valeur phare est la prise de risque. On oubliera les parachutes dorés des lions pantouflards, le renflouement des pertes spéculatives bancaires avec l'argent public qui, ainsi asséché, entraîne « l'austérité » et ses conséquences anti-sociales.

Avec une telle conception sociétale, les perdants (c'est à dire les salariés) ne le doivent qu'à eux-mêmes... Il est permis de licencier quand on fait des bénéfices car qui sait ce que réserve l'avenir... Il est normal de matraquer systématiquement les chômeurs, accusés de ne pas vouloir travailler (dégressivité des allocations en prévision)... **Il est de bon ton de hurler à la complexité des règles françaises, soi-disant dépassées, et d'envisager pour « simplifier » le code du travail d'adapter le travail (horaires, conditions, salaires...) aux seuls impératifs de l'entreprise ! Il s'agit bien du projet El-Khomri !**

Le prolétaire français (qui ne vit qu'avec son salaire) se voit ainsi accusé d'être passiste, fainéant et timoré puisqu'il bénéficie de garanties nationales « complètement dépassées à l'heure de la mondialisation »... L'exclamation de madame Parisot, ex-présidente du MEDEF est à ce titre explicite : « La vie est précaire, pourquoi le travail, lui, ne le serait-il pas ? » Et que dire des fonctionnaires ! Il est insupportable pour les patrons d'avoir des millions de travailleurs « sécurisés » dans « l'emploi à vie », d'autant plus qu'ils sont souvent syndiqués ! **Des projets de loi sont déjà prêts pour casser le statut des fonctionnaires, comme l'est actuellement le statut des cheminots.**

► L'affaiblissement des **services publics** est en outre idéal pour pouvoir récupérer des industries en parfait état financées avec l'argent public (Thomson, Alcatel, EDF-GDF, Areva, Renault, Sociétés de distribution d'eau, sociétés d'autoroutes...) et des secteurs économiques extrêmement prometteurs en bénéfiques (santé, éducation, télécommunications...). Les vagues de privatisations au nom d'économies et de « recentrage des missions de l'État sur ses prérogatives » a montré qu'il s'agissait de la captation de milliards par quelques requins introduits dans les sphères politiques. Cette casse des services publics a notamment comme

conséquences l'isolement de populations urbaines des quartiers déshérités, entraînant le développement de la criminalité ainsi que du communautarisme sombrant parfois dans l'islamisme radical. La disparition des services publics ajoutée aux faits divers anxiogènes et aux attentats entraînent dans les communes rurales un sentiment d'insécurité qui se traduit par l'augmentation du vote identitaire et réactionnaire front national.

► L'ouverture à la **concurrence internationale** pour optimiser les profits augmente la crise sociale, vu que les capitalistes peuvent délocaliser de plus en plus de services et de productions. La mondialisation est idéalisée comme facteur de croissance des pays pauvres, mais l'exploitation n'a cessé de se renforcer dans les populations ouvrières mises en concurrence en fonction des opportunités d'économies salariales et des droits encore moins présents qu'offrent des pays en quête d'investisseurs. La construction d'une Europe économique a permis le recours à de la main d'œuvre à bas coût via les « travailleurs détachés » (d'Europe de l'Est et du Sud) qui fragilise encore davantage les secteurs auparavant considérés comme stables, car local (bâtiment), ainsi que le transport routier.



► Le **chantage à l'emploi** montre à quel point les responsables politiques sensés préserver les valeurs républicaines et la démocratie sont complètement dépassés et ont démissionné face aux capitalistes. **La trahison aujourd'hui reconnue par beaucoup de notre actuel président, François Hollande, à travers le projet de loi-travail n'est que la continuité de cet état de fait.**

Les saineurs du Capitalisme ont bien compris la faiblesse du monde politique qui s'engluie depuis des décennies à promettre la baisse du chômage comme preuve de la réussite de leurs mesures... L'obsession de Hollande pour la courbe du chômage, reflet pour lui de sa popularité et donc de sa ré-éligibilité illustre parfaitement et cyniquement le marasme politique actuel !

Mais quelles sont les solutions que nous prépare le PS de Hollande-Valls-Macron-EL Khromi ? Moins de chômage et des emplois précaires généralisés ! Sans doute est-ce la solution pour attirer les investisseurs dans notre pays : venir exploiter une main d'œuvre productive et flexible ! Et pourquoi pas le salaire à 1 euro de l'heure comme en Allemagne, où, paraît-il, tout va bien ?

Non merci, de cette société là, on n'en veut pas !

Quelles solutions face à cette situation ?

- Maintenant que notre modèle social est confronté à une crise existentielle sans précédent...
- Maintenant que le modèle occidental n'est plus le seul modèle, les valeurs humanistes des Droits de l'Homme brandies comme étendard de notre supériorité ne peuvent plus dissimuler le mensonge : la rapacité des entreprises capitalistes à toujours s'enrichir davantage en pillant les richesses des pays pauvres et maintenant des pays « développés » via la casse des acquis sociaux et des services publics, la corruption, la répression de toute opposition et la destruction des environnements...
- Maintenant que les gouvernements et partis « réalistes » apparaissent pour ce qu'ils sont réellement : des pantins dans les mains d'intérêts privés...

La question d'un autre modèle social se doit d'être posée.

Nous appelons les travailleurs, les citoyens, à :

- **Amplifier les mobilisations et actions** afin d'empêcher que la loi El Khomri ne soit appliquée.
- **S'organiser dans les syndicats combatifs**, en luttant pour garantir leurs salaires et conditions de vie, mais aussi pour élaborer une société humaine, où l'économie sera au service du social, et non l'inverse.
- **Renforcer les syndicats de branche** et pas seulement le syndicat d'entreprise afin de nous préparer à gérer nos propres services et productions socialisés.
- **Développer des coopératives** (AMAP, coopératives de production et de distribution, GAS-groupements d'achat solidaires) pour s'émanciper de l'exploitation de travailleurs opprimés et promouvoir un autre modèle économique et social.
- **S'investir dans les Bourses du travail et les Union locales** pour recréer des solidarités et des lieux de sociabilité indépendants du consumérisme individualiste qui nous isole.

Une autre société est nécessaire.

L'émancipation des travailleurs sera l'œuvre des travailleurs eux-mêmes.

Le Syndicalisme Révolutionnaire est une pratique militante qui a construit la CGT en 1895. Courant essentiel jusqu'aux années 1950, il est clairement défini dans la Charte d'Amiens de 1906, à laquelle la plupart des organisations syndicales font encore référence. Il a aujourd'hui plus que jamais sa place pour relancer une dynamique de lutte de classes résolue et stratégique, nécessaire à la reconquête de nos droits et la préparation d'une véritable société socialiste, c'est à dire débarrassée de l'exploitation capitaliste.



Contact CSR-56 : csr56@riseup.net